M 2485 - 305 - 8,00 F

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

N°305
OCTOBRE 2000
8FF-50FB-2FS-2$can.-1,2euros

REVOLUTION INTERNATIONALE

ORGANE DU COURANT COMMUNISTE INTERNATIONAL EN FRANCE

HAUSSE DES PRIX DU PÉTROLE

Vers une aggravation de la crise du capitalisme et des attaques anti-ouvrières

La vedette de cette rentrée 2000, c'est, sans conteste, la flambée des prix du pétrole. Où qu'on tourne la tête, il n'est question que de cela. Pour commencer, les spectaculaires mobilisations de différentes catégories de petits patrons -marins pêcheurs, agriculteurs et surtout routiers- pour obtenir de l'Etat un régime de faveur sur les prix des carburants à la pompe, auront beaucoup contribué à focaliser l'attention des prolétaires. Manière efficace de faire diversion face à un mécontentement et une combativité qui grandissent dans la classe ouvrière, alors que, pétrole ou pas, s'accumulent déjà largement les motifs de se battre en tant que prolétaires, qu'il s'agisse des salaires bloqués, des conditions de travail aggravées par la mise en place des 35 heures ou des menaces sur l'assurance chômage.

Evidemment, la classe ouvrière n'est pas -et ne peut pas être- indifférente à cette hausse des prix du pétrole, car il est évident qu'elle va contribuer à son tour à l'aggravation de ses conditions d'existence, ne serait-ce que par ses répercussions sur les prix de toutes les autres marchandises et sur son pouvoir d'achat. Il y a cependant un grand nombre d'avantages pour la classe dominante à focaliser l'attention sur la question du prix de l'essence, en soi.

Tout d'abord le prix du carburant touche toutes les classes de la société, bourgeois comme prolétaires. La mobilisation des patrons routiers, pêcheurs, taxis ou ambulanciers, l'aura assez montré. Dès lors, ce n'est guère sur ce terrain-là que la classe ouvrière peut affirmer son identité et son unité de classe. Après avoir concédé quelques avantages aux différentes catégories de consommateurs "professionnels" de carburants, l'une après l'autre, l'Etat encourage aujourd'hui la revendication des mêmes avantages pour les "automobilistes particuliers", dans lesquels bourgeois et prolétaires peuvent aussi bien s'identifier.

Ensuite, parce que le plein d'essence plus cher s'explique d'abord par la hausse des prix du brut, hausse qui échappe relativement à la volonté et au contrôle des Etats consommateurs, cela permet d'autant mieux à l'Etat et à son gouvernement de se poser, lui aussi, en "victime" de cet "imprévu". Mieux, en faisant mine d'être prêt à sacrifier un peu de ses propres rentrées fiscales (1) pour "compenser les effets du choc pétrolier sur les ménages", il passe, une fois de plus, pour un défenseur des intérêts des plus démunis face aux forces incontrôlées de l'économie mondialisée. C'est ainsi que le PCF a pu lancer un appel à "une large mobilisation populaire" le 21 septembre pour exiger la baisse du prix de l'essence, manière de donner du crédit au mythe de l'Etat au service du social. Manière aussi d'encourager les prolétaires à faire cause commune avec le gouvernement dans son "combat" contre les abus de l'OPEP ou des compagnies pétrolières.

Mais la classe dominante surveille les réactions de la classe ouvrière comme le lait sur le feu. Passé le grand cirque des patrons routiers, un nouveau thème est à la mode : "le partage des fruits de la croissance". Avec une unanimité déconcertante, toutes les fractions de la classe dominante, de Chirac au MEDEF en passant par les syndicats et les représentants du gouvernement, découvrent aujourd'hui que le pouvoir d'achat ouvrier "stagne" (euphémisme pour dire qu'il se dégrade à vitesse grand v) et qu'il faudrait envisager des hausses de salaires. C'est ainsi, comme dit le journal *Libération*, que "*les syndicats ont pris les devants*" : Blondel s'en va répétant sur tous les médias que "*la priorité c'est les salaires, les salaires, les salaires*", et la CGT a déjà annoncé une semaine de mobilisation sur ce thème du 2 au 6 octobre. Et tous de répéter qu'il faut éviter que les salariés ne soient les "laissés pour compte" de cette fameuse "croissance économique" dont on nous rebat les oreilles depuis des mois.

Ce langage n'est pas là seulement pour tenter de coller au mécontentement ouvrier montant et mieux le contrôler. Il cherche à le récupérer en lui donnant une légitimité toute trouvée : la fameuse "croissance", et en lui enlevant tout ce qui fait sa force potentielle : l'affirmation par la classe ouvrière que la défense de ses intérêts de classe s'oppose fondamentalement à ceux du capital et de l'Etat bourgeois. On décrète donc que la lutte pour les salaires est légitime dès lors que le capitalisme va bien, qu'il fait des profits et que la croissance est là. Mais que la conjoncture "s'assombrisse", comme ils disent, et les revendications salariales seront "indésirables", et on retrouvera les mêmes, y compris les syndicats, pour expliquer aux prolétaires qu'il ne faut pas exiger trop, que ce serait "nuire à l'économie nationale". Et là encore le pétrole tombe à pic pour préparer un tel langage. D'ores et déjà, le discours euphorique officiel sur la croissance commence à changer de ton. Il paraît que la hausse du brut, ajoutée à la faiblesse de l'euro, pourrait menacer les prévisions optimistes dont on nous abreuve depuis des mois.

Les considérations sur la bonne ou la mauvaise santé de l'économie nationale intéressent certes la classe dominante, elle ne concerne pas les prolétaires dans les raisons de leur combat. Il n'y a aucune illusion à se faire là-dessus, les conditions d'existence des prolétaires seront attaquées de plus belle, quoi qu'il arrive. Pour nous défendre, une seule chose compte : le rapport de force que nous serons capables d'imposer. Mais, pour cela, encore faut-il que nous ne comptions que sur notre propre force et certainement pas sur le "soutien" empoisonné de la gauche et des syndicats.

PE (23 septembre)

(1) En fait, il est clair que le gouvernement ne sacrifie rien du tout, puisque, par principe, il n'a prévu de baisser la fameuse "taxe intérieure sur le produits pétroliers" -qui constitue les ∫ du prix de l'essence à la pompe-, ni plus ni moins que de ce qu'il aura gagné sur la TVA !

Depuis le début du siècle, les syndicats sont des ennemis de la classe ouvrière

Lire page 2

Dans ce numéro

Syndicalisme
Depuis le début du siècle, les syndicats sont les ennemis de la classe ouvrière ..... p. 2

France
Patrons routiers : une révolte stérile qui sert parfaitement les intérêts de la classe dominante ..... p. 3
Corse : l'impasse du régionalisme ..... p. 3

Situation internationale :
Etats-Unis : derrière le bluff du "boom économique", l'aggravation des conditions de vie de la classe ouvrière ..... p. 4
Hausse des prix du pétrole : Une conséquence et non la cause de la crise économique ..... p. 5
Course aux armements La fuite en avant dans le militarisme p.8

Courrier des lecteurs
Quelles que soient leurs faiblesses actuelles, les organisations communistes sont des armes indispensables du prolétariat ..... p. 6

Depuis le début du siècle, les syndicats sont les ennemis de la classe ouvrière

Dans le numéro 302 de *RI* (juin 2000), nous avons publié un article mettant en évidence que, si les syndicats étaient au siècle dernier, un instrument de la lutte du prolétariat, ils sont devenus une arme de l'Etat bourgeois depuis le début du 20e siècle avec l'entrée du capitalisme dans sa période de décadence. L'article que nous publions ci-dessous se donne pour objectif de montrer concrètement le rôle de sabotage des syndicats depuis 1914 et comment la classe ouvrière s'est confrontée à cette arme d'encadrement capitaliste à travers la dynamique de ses luttes tout au long du siècle, et notamment depuis la reprise historique de la lutte de classe à la fin des années 60.

Depuis 1914, les syndicats se sont constamment rangés du côté du capital contre les intérêts prolétariens dans tous les moments décisifs :

- durant la Première Guerre mondiale, la majeure partie des syndicats se range dans "l'Union sacrée" derrière leur bourgeoisie respective. Au nom de "la défense de la Patrie", ils imposent l'interdiction des grèves, collaborent à l'envoi des ouvriers au massacre dans la guerre ;
- dans la révolution allemande de 1918-1919, les syndicats agissent en ennemis décidés de la lutte révolutionnaire du prolétariat ;
- dans les luttes insurrectionnelles de 1920 en Italie (l'occupation des usines), les syndicats ont joué un rôle analogue : freiner le mouvement, l'enfermer dans les actions stériles d'occupation des usines, s'opposer à toute possibilité d'extension et de radicalisation politique du mouvement .

Ce qui s'affirme au contraire dans cette période comme instrument de la lutte du prolétariat, ce sont les soviets ou conseils ouvriers, expressions de la *mobilisation massive et directe des travailleurs*, des organes qui répondent en même temps aux besoins de la lutte économique et de la lutte politique comme l'ont clairement montré les ouvriers dans la révolution en Russie en 1917 et en Allemagne en 1918 et 1919.

Depuis la défaite de la vague révolutionnaire, des décennies de services rendus au capital national

La défaite de la vague révolutionnaire des années vingt ouvre une longue période de contre-révolution, caractérisée par un reflux de la conscience de la classe ouvrière, mais aussi de sa combativité. C'est pourquoi nous ne pouvons pas trouver dans les années trente des épisodes significatifs de lutte de classe qui démontreraient le rôle des syndicats. Par contre, ce qui est significatif de ces années, c'est le développement en grand du capitalisme d'Etat, c'est-à-dire de la tendance de l'Etat à prendre sous son contrôle l'ensemble de la société, sous ses aspects économiques, politiques et sociaux.

Dans cette expansion de la présence étouffante de l'Etat s'inscrit aussi la construction d'amortisseurs sociaux tels que "l'Etat-providence" ("welfare state") et... les syndicats eux-mêmes, instruments désormais indispensables au contrôle social. Les années trente voient le développement des syndicats, non pas à partir des luttes ouvrières, mais à l'initiative de l'Etat lui-même qui, selon la forme qu'il prend dans les différents pays ("démocratique" ou "totalitaire"), les façonne à son image : corporations fascistes en Italie, syndicats "libres" aux Etats-Unis par exemple.

A l'approche de la Seconde Guerre mondiale, les syndicats participent à nouveau à "l'Union sacrée" derrière leurs propres bourgeoisies. Celle-ci prend alors la forme d'adhésion aux "Fronts populaires", puis à la "Résistance". Les intérêts ouvriers étaient ainsi soumis à ceux de "leur" capital national.

Quand, au cours de la guerre, en Italie, les ouvriers se remettent à lutter (grèves spontanées de 1943), le gouvernement Badoglio se dépêche de reconstituer des syndicats "démocratiques", plus adaptés que les corporations fascistes pour freiner un mouvement de classe renaissant. Le ministre des corporations, Piccardi, change le nom de son ministère et appelle à la tête de la nouvelle confédération des travailleurs, Bruno Buozzi, un vieux dirigeant de la FIOM (syndicat des métallurgistes), ainsi que le stalinien Roveda et le démocrate chrétien Quarello.

Ce n'est pas un choix du hasard : Buozzi était un des responsables du boycottage des luttes ouvrières des années vingt. Son rôle est de barrer toute tentative de lutte autonome du prolétariat.

En France, le rôle des syndicats est clair : faire accepter la reconstruction capitaliste et le serrage de ceinture. En 1947, quand les ouvriers de Renault se mettent en grève contre le gouvernement d'union nationale, comportant des ministres "communistes", ils trouvent en face d'eux la CGT qui traite les ouvriers de "provocateurs". Et les ouvriers se heurtent à toute la centrale syndicale et à son secrétaire général Benoît Frachon qui venait de faire adopter le mot d'ordre : "*Produire d'abord et revendiquer ensuite !*" D'ailleurs, le PCF, par la bouche de son secrétaire général, disait alors que "*la grève est l'arme des trusts*".

Il en est de même en Italie. Dès sa naissance, la CGIL de Di Vittorio se fixe comme tâche de faire accepter aux prolétaires le coût de la reconstruction. Au premier congrès unitaire de la CGIL à Florence en juin 1947, Giuseppe di Vittorio, disait dans son discours : "*Il n'est pas possible d'élever le niveau de vie des masses populaires italiennes si nous n'augmentons pas la production, si nous n'utilisons pas toutes les possibilités productives de notre pays, si nous n'abaissons pas les coûts de production, si nous n'améliorons pas le rendement du travail. Et le rendement du travail peut être amélioré, non seulement en travaillant plus mais surtout en organisant mieux le travail.*"

C'est sur cette base que le syndicalisme a fait face aux années de la reconstruction. Ces années sont aussi des années d'une nouvelle et provisoire expansion économique qui a fait que les conflits sociaux pouvaient facilement être contrôlés, et en même temps permettre une amélioration relative des conditions de vie du prolétariat.

Mais, avec la fin de la reconstruction et le resurgissement de la crise ouverte du capitalisme, à la fin des années soixante, le développement de la lutte prolétarienne se heurte immédiatement au travail de sabotage des syndicats. Mai 68, de même que le mouvement de "l'automne chaud" italien en 1969, a constitué pour le prolétariat une première expérience de confrontation au sabotage syndical au début de la reprise historique de la lutte de classe. Dès le début de cette reprise, les syndicats, à travers leurs manoeuvres et leur collaboration ouverte avec le gouvernement, sont massivement contestés. En France comme en Italie, des dizaines de milliers d'ouvriers déchirent leur carte syndicale (voir *RI* n°279, mai 1998). Cependant, ces réactions de colère ponctuelles n'étaient rien à côté de toute l'expérience de confrontation permanente aux syndicats qu'allait vivre la classe ouvrière dans tous les mouvements de luttes des années 1970 et 1980.

1973-1975 : comment les syndicats s'opposent aux luttes ouvrières

Après l'expérience de mai 68 en France, la bourgeoisie n'a qu'une préoccupation : empêcher à tout prix les ouvriers de sortir massivement dans la rue. Pour cela, elle va compter sur ses syndicats qui, partout, vont faire obstacle au développement des luttes. En France, toutes leurs manoeuvres de sabotage vont consister à enfermer les ouvriers dans leur lieu de travail, comme ils l'avaient fait efficacement en 1968 avec le mouvement d'occupation des usines (voir *RI* n°223). La lutte des travailleurs de LIP en 1973 a constitué l'exemple le plus caricatural de cette stratégie d'enfermement où, sous l'égide de la CFDT, les "LIP"(comme les désignaient les médias et les syndicats) se sont laissés piéger dans la défense de l'outil de travail , derrière le mot d'ordre mystificateur de" l'autogestion", c'est-à-dire de la gestion de leur propre exploitation.

En présentant la lutte des ouvriers de LIP comme une victoire de la classe ouvrière, les syndicats ont pu partout s'appuyer sur cet exemple pour dévoyer la classe ouvrière sur le terrain pourri de la défense de "leur" entreprise. Ainsi, l'année suivante, la grève massive des postiers, qui a démarré spontanément et s'est étendue dans tout le secteur des PTT aux quatre coins de la France, s'est heurtée elle aussi à la même tactique des syndicats. Au nom de la défense du service public et contre les privatisations, les syndicats, CGT en tête, ont organisé la défaite des ouvriers en donnant comme principal objectif à la lutte l'ouverture des négociations avec le gouvernement. Toutes leurs manoeuvres ont consisté, grâce à des négociations par catégories, à faire reprendre le travail progressivement dans les différents services des PTT, afin d'isoler le noyau dur, les ouvriers du tri, que les syndicats sont parvenus à épuiser dans une grève longue et stérile.

Au printemps 1975, c'est encore la même stratégie que les syndicats ont utilisée pour étouffer la colère des ouvriers de Renault. Ainsi, la CGT n'a cessé pendant six semaines d'enchaîner les travailleurs de Renault à la défense de l'outil de travail, de l'entreprise, des nationalisations. En organisant la division au sein même de chaque usine, ils ont tout mis en oeuvre pour cloisonner la grève atelier par atelier, appelant à des débrayages à tel endroit, à une grève reconductible à tel autre, à un ralentissement des cadences ailleurs, etc., afin d'empêcher les ouvriers de se retrouver tous ensemble dans la lutte.

Toutes ces manoeuvres de sabotage se sont révélées parfois encore plus clairement dans les autres pays. Ainsi, en Italie, en août 1975, lorsque les cheminots entrent spontanément en lutte, les syndicats condamnent la grève en revendiquant l'ouverture de longues négociations destinées à marchander une maigre augmentation des salaires en échange d'un renforcement de la productivité. Le secrétaire national de la SFI-CGIL ira même jusqu'à critiquer la police parce qu'elle ne fait rien contre les grévistes.

En Espagne, les Commissions Ouvrières et le PC sabotent les grèves en les détournant sur le terrain pourri de la défense de la démocratie contre le régime franquiste. Au Portugal, en 1974-1975, l'intersyndicale dirigée par le PC alors au gouvernement, exhorte constamment les ouvriers à abandonner leurs luttes et à accepter de nouveaux sacrifices. Finalement, ils enverront les flics contre les grévistes, en particulier contre les ouvriers des transports.

Partout, les syndicats se sont efforcés non seulement de briser ou de réprimer les grèves mais encore de dévoyer la colère ouvrière derrière les programmes électoraux des PS et PC, en semant l'illusion qu'avec la venue de la gauche au gouvernement leur sort serait amélioré. C'est cette mystification qui a permis à la bourgeoisie d'épuiser cette première vague de luttes.

Lisez notre brochure

1978-1979 : les ouvriers commencent à briser l'encadrement syndical

A partir de la fin 1978, après l'échec de la gauche aux élections de mars, qui a signé l'acte de décès du "programme commun" en France, la classe ouvrière reprend le combat. C'est le début d'une nouvelle vague de luttes qui touche non seulement la France, mais de nombreux autres pays (Espagne, Grande-Bretagne, Allemagne, Brésil, Pologne...). En France, l'annonce des 20 000 licenciements dans la sidérurgie va servir de détonateur à la riposte ouvrière face aux mesures d'austérité du plan Barre qui frappe toute la classe ouvrière. Face aux licenciements en Lorraine et dans le Nord, les ouvriers savent qu'ils n'ont plus rien à perdre. La colère explose massivement à Longwy et Denain en janvier 1979. Comme durant les années précédentes, les syndicats commencent d'abord par accepter les mesures de l'Etat capitaliste en négociant les licenciements. Mais les ouvriers, cette fois, sont bien déterminés à ne pas se laisser faire. Ils commencent à contester l'encadrement syndical en comprenant que l'usine est devenue une véritable forteresse gardée par les syndicats, et qu'il faut maintenant gagner la rue pour s'affronter à l'Etat. Dès le début du mouvement, les syndicats, débordés par l'énorme combativité des ouvriers qui s'affrontent partout avec les forces de l'ordre (attaques des commissariats et des centres des impôts, occupations des sous-préfectures, séquestrations de cadres, etc.), dénoncent la violence des "provocateurs" et des "éléments incontrôlés". Puis ils essaient de reprendre le contrôle de la situation en dévoyant la colère des ouvriers à travers l'organisation de journées "ville morte", des grèves et manifestations régionales sans parvenir cependant à épuiser leur combativité. Devant l'ampleur du mouvement, les syndicats s'efforcent d'éviter tout affrontement avec la police et surtout de manoeuvrer pour garder la situation en main. Ainsi, un responsable de la CGT déclare le 20 février 1979 : "*Ce qu'on redoute maintenant, c'est que les gars s'organisent entre eux et montent des coups sans nous avertir parce qu'ils savent qu'ils ne peuvent plus compter sur notre soutien*", tandis qu'un délégué de la CFDT surenchérit la semaine suivante : "*Il faut que les gars puissent se défouler, on a prévu pour cela un catalogue d'actions.*"

Pour empêcher tout risque d'explosion comme en 1968, alors que dans toute la France des grèves commencent à éclater dans d'autres secteurs, les syndicats vont mettre toutes leurs forces dans la bataille pour saboter la colère ouvrière. Ils font d'abord reprendre le travail dans les autres secteurs en lutte (postes, hôpitaux, banques, SFP...) avant d'organiser, sous la pression des ouvriers, la marche des sidérurgistes sur Paris le 23 mars.

(SUITE PAGE 3)

MOBILISATIONS DES PATRONS ROUTIERS

Une révolte stérile qui sert parfaitement les intérêts de la bourgeoisie

C'est sous le signe de la protestation sociale contre la flambée du prix du pétrole que s'est effectuée la rentrée sociale dans un certain nombre de pays européens. Si en Belgique, Allemagne, Grande-Bretagne, ce sont essentiellement les petits patrons du transport routier qu'on a vu en première ligne de la fronde sociale, dans un pays comme la France les patrons pêcheurs, ambulanciers et taxi ont également été mêlés à la protestation.

Les petits patrons laminés par la crise

Quels que soient les discours mis en avant par les idéologues de tous bords pour justifier l'existence du système capitaliste, celui-ci ne cesse pas pour autant d'être un système concurrentiel où s'affrontent entre eux des intérêts économiques antagoniques des plus petits (artisans, petits patrons, ...) aux plus grands (les Etats capitalistes eux-mêmes). Et plus la crise s'approfondit, plus la guerre économique qu'ils se livrent pour survivre devient implacable. C'est pourquoi c'est en permanence que de nouveaux Etats se retrouvent en quasi-situation de faillite, (récemment certains ex-tigres ou dragons d'Asie). C'est aussi pourquoi, à un autre niveau, dans tous les pays, des milliers de petites entreprises, les plus vulnérables dans la guerre économique, sont directement menacées de disparition. Celles pour qui les dépenses en pétrole constituent une partie importante de leurs frais d'exploitation ne pouvaient que subir comme un coup mortel les hausses à répétition de cette matière première.

La "révolte" des petits patrons contre un système qu'ils sont incapables de remettre en cause était donc largement prévisible. C'est la raison pour laquelle aucun gouvernement européen en butte à ces mouvements n'a pas le moins du monde été surpris ou effrayé. Tout au contraire car, une fois de plus, la bourgeoisie a été capable d'utiliser à son profit cette agitation comme un moyen de brouiller davantage la conscience de la classe ouvrière. On peut même dire qu'à cette fin, en France en particulier, une telle agitation s'est trouvée encouragée par d'habiles déclarations du gouvernement et savamment canalisée par ses soins.

Lorsque, cet été, le ministre de l'économie et des finances, qui n'est certainement pas un imbécile, fait des déclarations contre la hausse du prix du pétrole et s'en prend aux pétroliers, il sait pertinemment qu'il donne le signal de la "révolte" contre l'essence chère dont tout le monde sait parfaitement que le premier à bénéficier des hausses, c'est l'Etat du fait de l'importance des taxes sur les carburants. Et le signal est effectivement entendu par les marins pêcheurs qui bloquent les ports. Loin de faire preuve de fermeté dissuasive face à leur action, le gouvernement cède rapidement, ce qui constitue un encouragement patent à ce que d'autres catégories de petits patrons se lancent à leur tour dans la protestation. Ce qui ne saura tarder et le blocage des dépôts de carburant en province par les transporteurs routiers a tôt fait de provoquer, dans certaines régions, une grave pénurie d'essence. Les médias polarisent l'attention du pays sur l'événement et lui attribuent d'être à l'origine des concessions accordées par le gouvernement aux petits patrons et ... aux autres également.

Une révolte stérile habilement manipulée par la bourgeoisie

Néanmoins, soit dit en passant, toutes les dispositions avaient été prises au sein de cette mise en scène pour qu'au cœur économique du pays, la région parisienne, aucun dépôt de carburant ne soit touché. En fait, le danger pour la bourgeoisie ne vient pas de ces mouvements, mais bien de la classe ouvrière dont la menace ne pourra que croître avec le développement de luttes face aux attaques. C'est pourquoi la bourgeoisie cherche en permanence à saper le développement dans la classe ouvrière de sa conscience. C'est vrai concernant les enjeux historiques de son combat où la classe dominante cherche à masquer l'ennemi, le capitalisme, en mettant en avant la "mondialisation", la "mal bouffe", etc. afin de promouvoir des mobilisations stériles à la José Bové n'ayant rien à voir avec la lutte de classe. C'est vrai également à un niveau plus immédiat où certaines réactions désespérées d'ouvriers (Cellatex, Adelshoffen) sont montées en épingle et débouchent sur des concessions substantielles, non pas, bien évidemment, à cause de la menace brandie par les ouvriers (déverser de l'acide dans une rivière, faire sauter l'usine ...) mais pour l'exploitation que peut en faire la bourgeoisie à travers une publicité en faveur de méthodes de lutte qui sont des impasses pour le combat ouvrier (voir *RI* n° 304). L'exploitation idéologique contre la classe ouvrière de la lutte des petits patrons s'inscrit dans la continuité de ces manœuvres. Ses objectifs principaux sont les suivants :

- montrer que la classe ouvrière n'a pas le monopole de la lutte sociale, d'autres catégories étant capables, par ce moyen, de se faire entendre au sein de la société. Cela constitue un excellent moyen pour gommer les spécificités de la lutte ouvrière, son unité, sa conscience et surtout son caractère antagonique avec les intérêts du capital, tant au niveau immédiat que par rapport à la perspective historique propre au prolétariat de renversement du capitalisme ;
- de nouveau orienter la classe ouvrière vers des moyens de luttes qui d'emblée ne peuvent que la diviser en groupements d'intérêts distincts (les ouvriers des transports, ceux du public, etc.) alors que la force d'une lutte ouvrière passe nécessairement par son ouverture vis-à-vis des ouvriers d'autres secteurs, quels qu'ils soient, pour déboucher sur l'unité la plus large possible au sein de la classe ouvrière, et d'elle seule. Et une condition permettant que les ouvriers se reconnaissent dans une lutte, c'est justement que celle-ci se situe résolument sur le terrain de la lutte de la classe ouvrière, en rejetant toute action commune ou terrain d'entente avec les manifestions de la petite-bourgeoisie ruinée ;
- permettre à ces saboteurs de la lutte de classe que sont les syndicats d'apparaître à bon compte, notamment la CGT et FO, comme des organes de défense des intérêts de la classe ouvrière, et rien qu'elle, en particulier à travers des déclarations radicales mettant justement en avant que les ouvriers n'avaient rien à gagner à se mêler d'une lutte de petits patrons, qui n'en sont pas moins des exploiteurs.

Et franchement, lorsque c'est le PCF, parti de gouvernement totalement solidaire de l'action du PS, avec son ministre Gayssot aux transports, qui organise les manifestations, "ouvrières" cette fois, contre le prix de l'essence (soutenues par les trotskistes de Lutte Ouvrière), alors il n'y a pas de doute non plus à avoir sur les objectifs antiouvriers de ces mobilisations. Celles-ci sont destinées à faire écran à toutes les attaques que les ouvriers subissent en propre à travers l'application des trente-cinq heures, et la flexibilité, les licenciements, les cadences, les salaires, etc.

B. (le 22 septembre)

SYNDICATS

(SUITE DE LA PAGE 2)

C'est à travers une minutieuse division du travail entre CGT et CFDT que les syndicats vont tout faire pour dissuader les ouvriers d'aller manifester leur colère à Paris. Ainsi, jusqu'à la dernière minute, personne ne saura ni quand ni comment les sidérurgistes arriveront dans la capitale. Et lorsqu'ils arrivent, ils sont réceptionnés par un puissant service d'ordre syndical et de bonzes du PCF qui vont organiser, en collaboration avec les flics, le sabotage de la manifestation : modification de l'itinéraire de la manif au dernier moment afin d'éviter toute rencontre avec les ouvriers parisiens, dispersion des sidérurgistes dans plusieurs cortèges syndicaux afin de donner une image éclatée du mouvement, quadrillage de la manifestation par les cordons de flics syndicaux et de CRS qui travaillent main dans la main, dispersion rapide à la fin de la manifestation pour empêcher toute tentative des ouvriers de tenir des meetings. Et pour couronner le tout, le PCF et la CGT dénoncent la présence d'éléments "autonomes" en leur cognant dessus et en livrant certains d'entre eux à la police. Jamais la complicité entre les forces de l'ordre et les flics syndicaux n'aura été aussi évidente. De plus, les sidérurgistes n'ont pas seulement été bombardés par les grenades lacrymogènes des flics. Ce sont encore les écoeurant slogans nationalistes du PCF et de la CGT qu'ils ont dû subir tout au long de cette journée du 23 mars : *"Sauver l'indépendance nationale"*, *"Se protéger des trusts allemands"*. Aujourd'hui, si la majorité des ouvriers qui ont participé à cette bataille ont été licenciés, c'est grâce aux syndicats qui les ont trimballés, épuisés, humiliés et matraqués dans le seul but de permettre les "restructurations" nécessaires à la défense du capital national.

Dans tous les pays, cette deuxième vague de luttes s'est caractérisée par un mouvement de contestation des syndicats qui s'est traduit notamment par des taux de désyndicalisation en constante augmentation (en particulier en Italie, en France, en Belgique). Dans les usines, les assemblées générales, les manifestations, de plus en plus d'ouvriers dénoncent la "trahison" des syndicats dont les leaders se font souvent siffler, insulter. Dans les médias, on commence même à parler de "crise du syndicalisme".

Dans la suite de cet article qui paraîtra dans un prochain numéro, nous aborderons comment la bourgeoisie a aiguisé son arme du syndicalisme au cours des années 80, de même que les difficultés auxquelles s'est confrontée la classe ouvrière depuis l'effondrement du bloc de l'Est.

CZ

CORSE

Le régionalisme est une impasse

Ce n'est pas la première fois que l'Etat français est obligé de composer avec les bandes mafieuses corses, mais cet été, il est allé nettement plus loin en opérant, qui plus est publiquement, de larges concessions à la sacro-sainte tradition jacobine française. L'ampleur des phénomènes liés à la décomposition du capitalisme ne lui laissait guère d'autre choix. En restant en l'état, la situation n'aurait pu qu'empirer et dériver vers une perte de contrôle des événements. Mais L'Etat français, qui d'habitude s'enorgueillit très largement de sa capacité à unifier l'Etat-Nation à travers une centralisation qui a fait et qui fait toujours sa force, notamment vis-à-vis de ses voisins européens plus faibles sur ce plan, a dû mettre sa fierté sous le boisseau, et payer l'opération par le départ de Chevènement. Le premier flic de France, fils de flic lui-même, n'aura pas supporté qu'on brade ainsi aussi ouvertement la " République " à travers des compromis si peu discrets avec des truands si notoires.

Au-delà des aspects particuliers liés à la France et à la situation de la Corse, ces événements relèvent également d'une tendance générale, dans tous les pays, à encourager les sentiments régionalistes au nom, suivant les cas et les circonstances, du combat pour l'identité locale contre " l'intégration européenne ", de la défense des traditions culturelles ou de toutes sortes de spécificités locales jugées incompatibles avec la sempiternelle " mondialisation ".

Ces revendications, qui s'expriment suivant les régions à des degrés de radicalité extrêmement divers, se développent fondamentalement sous l'effet de la décomposition. Les jeunes générations, particulièrement sensibles à ces sentiments d'appartenance à une communauté locale, trouvent ici un refuge au déboussolement et à l'absence de perspectives que leur procure le monde capitaliste actuel, en se repliant sur un passé et des traditions locales sensées véhiculer un moyen de lutter mais aussi de se protéger contre les dérives multiples que le capitalisme moribond nous offre quotidiennement.

Mais il faut également voir que la bourgeoisie a tout intérêt à laisser ces sentiments se développer, et même a tout intérêt à les encourager. Les mobilisations régionalistes, comme d'ailleurs celles qui se centrent plutôt sur l'anti-mondialisme, notamment celles animées par les " José-Bovistes ", et qui d'ailleurs parfois se confondent, sont autant de faux terrains de mobilisation qui sont offerts aux prolétaires pour les détourner de leur terrain de classe et les amener à exprimer leur combativité derrière des revendications totalement étrangères aux intérêts de la classe ouvrière. En leur proposant une identité régionale, la bourgeoisie les coupe de leur identité sociale ; en les encourageant à intégrer une fausse communauté d'intérêt, forcément interclassiste, elle fait barrage au sentiment d'appartenance à une classe ; en leur donnant comme perspective le retour aux valeurs traditionnelles, elle détourne leur attention de la seule perspective valable, la perspective révolutionnaire.

Finalement, ces revendications ne font que le jeu de la bourgeoisie. Le régionalisme, sous toutes ses formes, du simple " militantisme " culturel jusqu'à des formes politiques radicales, n'est que la transposition à une échelle géographique plus restreinte du pire poison que la classe dominante ait à sa disposition pour détruire la conscience de la classe ouvrière : le nationalisme. Ce n'est donc pas un hasard si à la suite de la Corse, les médias ont mis en avant le Pays Basque et la Bretagne. A chaque fois, le message est le même : la régionalisme est un terrain propice à l'expression de sa révolte.

Mais ce n'est pas en combattant pour l'identité régionale, le maintien des patois ou les traditions agricoles que la classe ouvrière viendra inquiéter la bourgeoisie et apporter la moindre solution aux catastrophes écologiques et alimentaires ou à la décadence culturelle qui marquent cette époque. La classe ouvrière a entre ses mains l'avenir de l'humanité, qu'elle peut sauver par sa révolution. Mais cette révolution n'a pas de frontières : ni nationales, ni régionales.

H (22/9/00)

ETATS-UNIS

Derrière le bluff du "boom économique", l'aggravation des conditions de vie ouvrières

Face aux campagnes mensongères de la bourgeoisie visant à empêcher la classe ouvrière de prendre conscience de l'impasse économique du capitalisme, il appartient aux organisations révolutionnaires de s'appuyer sur la réalité objective des faits pour dénoncer le mythe d'une prétendue bonne santé de l'économie mondiale.

L'article que nous publions ci-dessous met clairement en évidence que l'absence de récession ouverte à l'échelle mondiale ne signifie nullement que le système capitaliste se porte bien et qu'il aurait encore un "avenir radieux" à offrir aux masses exploitées. Au contraire, la dégradation inexorable des conditions de vie de la classe ouvrière, dans le pays qu'on nous présente comme le champion de la prospérité économique retrouvée du capitalisme, les Etats-Uns, vient aujourd'hui confirmer que, au delà des apparences et malgré toutes les manipulations statistiques de la bourgeoisie, le capitalisme s'enfonce toujours plus dans une crise chronique, insurmontable et qui n'a rien d'autre à offrir aux prolétaires qu'une misère et une exploitation croissantes.

Le gouvernement américain continue de s'extasier sur sa "croissance économique sans précédent, la plus longue de son histoire." Et il est vrai que la récession ouverte que nous annoncions suite à l'effondrement des dragons asiatiques n'est pas arrivée et ceci en dépit du fait que les éléments pour une telle récession ouverte semblaient être réunis en 1998. Le capitalisme d'Etat a fait la preuve de sa capacité à contrôler et gérer l'effondrement de son économie. Mais, tout d'abord, une bonne part de ce miracle économique repose sur une supercherie - la manipulation des données économiques afin de peindre artificiellement en rose la situation - et sur une politique destinée à déverser les pires aspects de la crise économique globale sur les pays périphériques du capitalisme mondial. Ensuite, le degré de la croissance économique aux Etats-Unis ou, plus exactement, l'absence de récession ouverte, ne fait guère de différence dans une perspective historique. La crise économique globale du capitalisme mondial, une crise chronique de surproduction, continue à s'approfondir inexorablement, indépendamment des vicissitudes du cycle économique traditionnel sur lequel la bourgeoisie concentre sa propagande. Dès le milieu des années 80, le CCI a mis en évidence l'existence d'une récession masquée, et de semblants de reprise qui, en dépit de l'absence de récession ouverte, définie par la bourgeoisie comme deux trimestres consécutifs de taux de croissance négatifs, continuent d'affaiblir l'économie globale à un niveau historique. En ce sens, l'apparence d'une prospérité économique à court terme ne fait qu'aggraver les contradictions inhérentes du capitalisme pris dans les affres d'une crise historique sur le long terme. De toutes façons, même en utilisant les propres statistiques de la bourgeoisie, on se rend compte que, malgré la "reprise", la situation économique n'est en aucune manière idyllique. La reprise, telle qu'elle se présente, est limitée seulement à quelques secteurs et est basée avant tout sur une expansion phénoménale du crédit ainsi que sur une augmentation énorme du déficit commercial, atteignant un record de 29 milliards de dollars par mois (un taux annuel de 348 milliards). Cela est important à souligner parce que, bien que le capitalisme d'Etat ait encore une marge de manoeuvre, ces manipulations ne font qu'accumuler plus de poudre dans le baril qui rendra l'explosion encore plus forte sur le long terme.

L'occultation du niveau réel de la crise

Nous avons déjà montré à de nombreuses occasions comment la bourgeoisie a adroitement réussi à redéfinir ses mesures statistiques économiques tant vantées, de quelle manière ses bases de référence sont calculées et remaniées afin de nous présenter un tableau économique faussement optimiste. Ces manipulations consistent à :

- recalculer le taux de chômage de sorte à inclure uniquement les ouvriers sans travail qui ont effectivement recherché un emploi durant le mois précédent et de rayer des listes les ouvriers sans travail découragés qui ont abandonné toute recherche d'emploi ;
- inclure les membres des forces armées dans la main d'œuvre pour diluer le taux de chômage ;
- comptabiliser comme "ayant un emploi" toute personne travaillant 10 heures par semaine et par là ignorer le niveau de "sous-emploi" dans l'économie ;
- surestimer le niveau d'emploi dans l'économie en considérant tous les temps partiels de 10 heures ou plus comme un emploi en tant que tel - ainsi les travailleurs effectuant pour pouvoir vivre trois temps partiels sont comptabilisés comme faisant trois jobs séparés ;
- changer les bases de référence pour l'inflation. En 1971, le président Nixon avait imposé le contrôle des prix et des salaires parce qu'un taux d'inflation de 4,4% était considéré comme intolérable. Aujourd'hui, 4% d'inflation est jugé comme "inflation naturelle". Si le problème ne peut disparaître, alors il n'y a qu'à considérer qu'il n'existe plus ;
- changer les mesures de calcul pour le chômage. Au début des années 1970, un taux de chômage de plus de 6% était vu comme un niveau critique entraînant des allocations de chômage prolongées ; en 1978, la loi Humphrey-Hawkings établit à 4% le taux de chômage acceptable pour la nation. Aujourd'hui 6% est considéré comme un chômage naturel pour l'économie et un taux de chômage de 4,5% est maintenant considéré comme une "pénurie d'emploi". Une fois encore, si elle ne peut résoudre un problème, il est plus facile pour la bourgeoisie de faire marcher la réalité sur la tête ;
- trouver la formule pour déterminer le taux officiel de chômage en 1994 et à nouveau en 1997. Ceci fut fait pour soi-disant rendre les calculs plus "fidèles" mais bien sûr, cela a été le résultat de ces tours de passe-passe que la bourgeoisie a été en mesure de faire avaler pour annoncer les taux de chômage les plus bas depuis trente ans.

On peut obtenir un tableau plus valide du chômage réel aux Etats-Unis aujourd'hui en regardant de plus près les propres statistiques de la bourgeoisie. Par exemple, le niveau de chômage officiel est de 6 200 000 personnes. La bourgeoisie maintient ce chiffre artificiellement bas en ne comptabilisant pas les gens qui n'ont pas recherché de travail dans le mois précédent. Selon le gouvernement, "les personnes sans emploi qui veulent un travail " se chiffrent à 4 568 000. De plus, il y a 3 665 000 personnes qui sont forcées de travailler à temps partiel parce qu'elles ne peuvent trouver un emploi à plein temps. Si nous additionnons ces catégories ensemble, le véritable chômage aux Etats-Unis frappe 14 443 000 personnes, soit un peu plus de 11% de la population active.

LE CHOMAGE REEL AUX ETATS-UNIS

Chômeurs officiels	**6,20 millions**
Chômeurs non recensés	**4,57 millions**
Travailleurs contraints au temps partiel	**3,67 millions**
Total	**14,44 millions**
Taux de chômage officiel :	**4%.**
Taux de chômage réel :	**11%**

La baisse des salaires et des allocations

Malgré le battage de la bourgeoisie sur le boom sans précédent, les salaires des ouvriers en 1999 sont de 1,8% plus bas qu'en 1989 après dégrèvement de l'inflation. Une étude du très bourgeois *Fiscal Policy Institute* sur la situation dans l'Etat de New-York, a établi que le revenu réel des travailleurs a décliné de 8% depuis la fin des années 80. En ce qui concerne les 40% de familles les plus pauvres de New-York cette chute est évaluée entre 13 et 15%. A New-York même, le revenu moyen réel a baissé de près de 20%. En même temps, la famille ouvrière typique à New-York a dû travailler 256 heures de plus par an (l'équivalent de plus de six semaines supplémentaires de travail à plein temps) par rapport à 1989 pour le privilège douteux de gagner 20% de moins.

Un examen de la détérioration des allocations de base payées aux ouvriers ces vingt dernières années révèle un tableau encore plus précis de la baisse des salaires réels (les statistiques ci-dessus mentionnées expliquent l'inflation) et montre une sérieuse baisse des conditions de vie pendant la période du "boom sans précédent" de ces huit dernières années.

Par exemple, en 1980, 99% des ouvriers employés par des grandes et moyennes entreprises aux Etats-Unis avaient droit à des jours fériés payés. En 1997 ce chiffre est passé à 89%. En 1980, 100% avaient des congés payés, en 1997, ce chiffre est passé à 95% (imaginez travailler à plein temps sans vacances !) En 1980, 62% avaient des congés maladie payés, en 1997, 56%. La détérioration est beaucoup plus drastique en termes de couverture d'assurance et de retraites. En 1980, 97% de ceux travaillant dans des grandes et moyennes entreprises pouvaient obtenir des soins médicaux au travail, en 1997, seulement 76%. En 1980, seuls 26% étaient astreints à payer une cotisation salariée maladie pour leur couverture médicale et 46% pour la couverture familiale. En 1997, 69% devaient payer leur propre couverture médicale et 80% pour la couverture de la famille. Le montant mensuel moyen que les ouvriers doivent cotiser pour leur propre couverture a augmenté de 350% depuis 1984. Il est passé de 11,93 dollars par mois à 39,14 dollars et de 35,93 dollars pour la couverture familiale à 130,07 dollars par mois en 1997.

En 1982, la couverture médicale à la retraite était possible pour 64% des salariés mais, en 1997, ce chiffre a baissé à seulement 33%. En 1980, 84% des ouvriers des grandes et moyennes entreprises avaient l'assurance d'une pension de retraite fixe, en 1997, seulement 50%. La soi-disant "réforme" de l'administration Clinton de la sécurité sociale a élevé l'âge d'admissibilité des pensions pour personnes âgées de 65 à 66 ans. Si on considère que l'espérance de vie moyenne des hommes américains est de 73,4 années, alors la réduction des allocations de sécurité sociale s'élève à près de 12%. C'est un drôle de boom économique que celui dans lequel les conditions de vie de la classe ouvrière continuent à se dégrader régulièrement.

La spéculation , symptôme d'une économie malade

De la même manière, les fluctuations de la Bourse démentent la propagande sur la prospérité capitaliste. Les marchés financiers ont zigzagué depuis une bonne année et demi, mais depuis le début de l'année tout est à la baisse. Avec l'indicateur du NASDAQ perdant près de 30% de sa valeur entre le 13 mars et le 14 avril du fait du plongeon des actions racoleuses de la haute technologie, même les commentateurs bourgeois se ont cessé d'utiliser le cliché mensonger de la "correction" qui visait à cacher la gravité de la situation et à faire croire à un assainissement de l'économie.

Sous l'emprise d'une crise économique globale de surproduction dans les trente dernières années, on a assisté à l'élimination de secteurs entiers de l'économie, à la progression de la désertification industrielle, à l'amputation de l'économie mondiale de régions entières de la planète et à l'effondrement les uns après les autres des "modèles" économiques de croissance capitaliste, comme les fameux "dragons" et autres "tigres". De plus l'effondrement du stalinisme en Europe de l'Est, ne s'est pas traduit, dans une utopie harmonieuse, par l'apparition de nouveaux marchés capables d'absorber la surproduction du capitalisme. Le spectaculaire détournement du capital des sphères de la production vers les Bourses est une conséquence de la crise de surpro-

(SUITE PAGE 5)

HAUSSE DES PRIX DU PÉTROLE

Une conséquence et non la cause de la crise économique

La hausse spectaculaire du prix du pétrole qui est passé entre 1998 et aujourd'hui de 12 à plus de 34 dollars le baril, s'est traduite par une augmentation de 16% des prix à la pompe en un an et surtout pendant la même période par un bond de 50% des tarifs du fioul domestique.

C'est l'occasion pour la classe dominante de nous intoxiquer en remettant au goût du jour de vieux mensonges sur ce qu'elle présente comme un "troisième choc pétrolier".

Comme lors des précédentes "crises pétrolières" de 1974 et de 1979, les médias cherchent à nous persuader que la hausse des prix du pétrole est à la source de tous les maux à venir. En particulier, la bourgeoisie prépare déjà activement le terrain pour en faire le prétexte tout trouvé de toutes les nouvelles attaques antiouvrières qu'elle nous prépare.

Les mensonges sur la "crise du pétrole"

On nous sert déjà le discours que jusqu'ici, tout allait bien, l'économie était en pleine période de reprise, qu'on nageait dans une croissance forte et durable, à preuve les profits records des entreprises. Et tout à coup, patatras, ce "nouveau choc pétrolier" viendrait brutalement remettre en cause cette douce euphorie. Du coup, on annonce déjà le retour de fortes tensions inflationnistes (qui avaient quasiment disparues depuis vingt ans), on agite le spectre de la récession et surtout on nous prévient que les fermetures ou faillites d'entreprises provoquées par la hausse des carburants et des matières premières vont entraîner à terme une recrudescence des licenciements et du chômage. Et tout cela serait uniquement la faute des pays producteurs et des grandes compagnies pétrolières.

La bourgeoisie commence même à nous expliquer que les réserves exploitables pourraient se tarir à l'horizon 2040. On nous a déjà fait le coup ! Lors des deux précédentes "crises" du pétrole en 1974 et en 1979, il faut se souvenir que la raison principale invoquée à la flambée des cours du brut avait été la pénurie, "l'épuisement des ressources", les experts avaient même prévu l'épuisement des réserves à l'horizon de l'an 2000. Ces propos alarmistes pris très au sérieux à l'époque se sont révélés sans fondements. Aujourd'hui, des propos du même tonneau refont surface. Et si on n'ose plus parler de pénurie, on évoque la raréfaction, la chute de la production en nous expliquant que les réserves sont bien là mais qu'elles sont plus difficilement accessibles et que le coût de revient de leur extraction serait trop élevé. Certes, l'épuisement des ressources d'une matière première sur la planète à cause d'une exploitation effrénée par le monde capitaliste est tout à fait concevable, mais il n'entraînerait pas le moins du monde un ralentissement économique. Au contraire, cela devrait logiquement entraîner un nouveau "boom économique" à travers une ruée vers de nouvelles formes d'énergie dans le cadre d'un capitalisme en pleine santé. Ce n'est à l'évidence pas le cas.

Derrière la propagande médiatique pour susciter l'affolement sur les cours, on s'aperçoit que le pétrole n'est pas, en francs constants, plus cher qu'il y a dix ans. La flambée actuelle lui a permis de retrouver son niveau de l'époque et elle a été précédé d'un gigantesque effondrement des cours il y a deux ans.

En réalité, la bourgeoisie fait tout pour nous masquer les véritables raisons de la hausse du prix du pétrole qui sont toujours les mêmes qu'en 1974 et en 1979.

Une manifestation de la guerre commerciale entre Etats

C'est d'abord une péripétie de la guerre commerciale à outrance qui est le simple reflet des lois concurrentielles de l'économie capitaliste. Cette bataille est d'autant plus acharnée que le pétrole demeure une matière première qui continue à occuper une place stratégique centrale. Non seulement, malgré le développement d'autres sources d'énergie (hydraulique, nucléaire), le pétrole constitue toujours un enjeu de première importance, notamment dans la production d'électricité, mais il joue un rôle déterminant dans le secteur clé de l'armement dans le monde capitaliste actuel hypermilitarisé. Des jeeps aux bombardiers, des chars aux porte-avions et aux navires de guerre, tout marche au pétrole.

Comme en 1979, la hausse du pétrole frappe avant tout la plupart des pays européens occidentaux (ainsi que le Japon), qui, à l'exception de certains pays comme la Grande-Bretagne ou de la Norvège avec les gisements en mer du Nord, sont dépourvus de réserves naturelles pétrolières et sont parmi les plus sensibles à la flambée des cours du brut.

Les Etats-Unis, qui, avec leurs propres réserves, n'importent qu'une partie de leurs besoins pétroliers et profitent du fait que le pétrole est toujours payé en dollars, avaient déjà joué une part active dans la crise de 1979 en faisant directement pression sur les pays de l'OPEP pour qu'ils ferment les robinets afin d'affaiblir leurs concurrents européens. Aujourd'hui, où la faiblesse de l'euro face au dollar rend le commerce européen plus attractif, l'intérêt commercial des Etats-Unis est tout autant qu'il y a 20 ans de laisser se développer une hausse qui s'exerce avant tout contre ses concurrents européens.

Ce sont certes les pays de l'OPEP qui ont volontairement massivement réduit leur production pour enrayer artificiellement le phénomène inverse, la chute et même la dégringolade des cours les années précédentes et jusqu'en 1998 où le pétrole atteignait un prix plancher afin de "sauver leur peau" et de maintenir leurs profits.

Mais les plus gros pays producteurs qui orientent la politique de l'OPEP que sont l'Arabie Saoudite et le Koweït, les Emirats ne sont plus ceux qu'on nous présentait il y a vingt ans comme des nababs qui régissaient le monde. En particulier, l'Arabie Saoudite n'a plus aujourd'hui les caisses pleines de rentes pétrolières mais s'est retrouvée ces dix dernières années endettée jusqu'au cou vis-à-vis des banques américaines. L'Arabie et le Koweït sont de plus directement placés sous un étroit contrôle militaire américain (plus de 10 000 GI's stationnés en permanence sur leur sol en font même des bases de déploiement logistique américain au Moyen-Orient depuis la guerre du Golfe) (1). Quand le prix du pétrole monte, les pays de l'OPEP peuvent rembourser leurs dettes et racheter des produits américains. L'argent de cette hausse ponctionné sur les pays européens par les pays de l'OPEP est ainsi détourné, siphonné et réinjecté vers l'économie américaine. Accessoirement, la hausse des prix du pétrole profite aux Etats où l'exploitation du pétrole est plus difficile comme la Grande-Bretagne ou la Norvège avec les plates-formes pétrolières en mer du Nord. Le pétrole sud-caucasien est également davantage rentabilisé par la hausse du brut. Cela donne surtout de sérieux arguments à la Maison Blanche pour convaincre les compagnies pétrolières de s'investir dans un projet d'oléoduc qui permet à l'Etat américain d'affirmer en premier lieu ses intérêts stratégico-militaires dans la région.

Un alibi pour masquer que c'est le capitalisme qui est en crise

Dans cette guerre commerciale, se dévoile que l'arme principale entre les divers capitaux nationaux, c'est la spéculation qui devient un facteur de première importance dans la mesure même où l'économie mondiale est en crise. Marx affirmait déjà avec force que la spéculation n'est pas la cause de la crise mais une manifestation de celle-ci. C'est parce qu'il y a crise, qu'il n'y a plus de placement rentable dans la production elle-même par manque de débouchés que les capitaux trouvent refuge dans la spéculation qui se développe à l'extrême. A la hausse spectaculaire succède la secousse dans l'autre sens, l'effondrement brutal dès que la demande se raréfie. L'amplification des mouvements spéculatifs sur lesquels joue cette concurrence généralisée est une caractéristique majeure de la crise capitaliste. Et cette spéculation s'étend à l'ensemble des matières premières. On joue alors sur le prix des matières premières, sur le cours des monnaies comme avec la nouvelle économie, comme à la bourse ou au casino. Dans la jungle du capitalisme, seul celui qui fait du profit survit. Mais lorsque, dans la crise, la spéculation devient le seul moyen de faire des profits, la loi devient : celui qui ne spécule pas ou qui spécule mal est dévoré. La hausse est également entretenue par le fait que tout le monde spécule sur le cours du brut (les compagnies pétrolières, les Etats et leurs gouvernements, les industriels, les banques, etc.) dans le but pour chacun de maintenir ses propres profits aux dépens des autres.

On voit alors à quel point la propagande alimentée en particulier par le PC et les gauchistes est un mensonge. La hausse du pétrole, ce serait parce que les grands groupes pétroliers s'en mettent plein les poches. C'est oublier le fait que 80% du prix du pétrole sont des taxes instituées par les Etats. C'est le cas en France. Un autre exemple significatif, c'est que, depuis plusieurs années, le gouvernement anglais a institué une "taxe verte" spécifique sur l'essence et les produits pétroliers indexée automatiquement de deux points au dessus du niveau de l'inflation.

Par contre, si la hausse du pétrole, de ses dérivés et des autres matières premières sont d'abord des symptômes de la crise, il est indéniable que ces facteurs viennent en retour aggraver la crise du capitalisme. La hausse des prix du pétrole représente bien entendu un handicap qui entrave la rentabilité de beaucoup d'entreprises qui doivent utiliser cette source d'énergie. La hausse des frais de production qu'elle entraîne tend à se répercuter sur les prix de vente des marchandises, en augmentant le coût de la vie mais aussi incite les capitalistes à réduire la part du capital variable, c'est-à-dire supprimer ou économiser la main-d'oeuvre. En définitive, c'est encore une fois la classe ouvrière qui en fait les frais et en subit les pires conséquences. Les spéculations sur le prix du pétrole ne sont qu'une des manifestations de la réalité de la crise générale du capitalisme qui participe de l'aggravation des attaques contre tous les ouvriers.

CB (22 septembre)

(1) Au passage, il vaut la peine de relever à la lumière de la situation actuelle la fausseté de certains arguments au moment de la guerre du Golfe, voulant faire de la question du pétrole l'élément-clé pour comprendre la situation, y compris dans le milieu révolutionnaire. En particulier, la "théorie" alors développée par le BIPR prétendait que l'objectif de l'intervention américaine était de pouvoir maintenir un bas prix sur la production pétrolière. Il est évident que l'embargo que les Etats-Unis font toujours peser sur l'Irak contribue à limiter la production pétrolière de ce pays. Si l'Irak pouvait exporter librement davantage de pétrole, cela ferait bien entendu baisser les cours.

LE BLUFF DU "BOOM ÉCONOMIQUE"

(SUITE DE LA PAGE 4)

duction. Comme le prouve toujours plus le rétrécissement du marché, incapable de faciliter la réalisation de la plus-value, le capital est poussé dans toutes sortes de combines spéculatives, créant une économie de casino virtuelle. Dans le contexte de cette orgie spéculative, la Bourse ressemble de plus en plus à une combinaison pyramidale gigantesque où les fortunes se créent, au moins sur le papier, véritablement comme par magie et se perdent tout aussi facilement en un clin d'œil. Les gains des investisseurs n'ont aucun rapport avec les capacités productives de telle ou telle entreprise, mais sont le résultat d'un gonflement artificiel du prix des actions. Le ratio prix/gains pour les compagnies internet se monte à des niveaux astronomiques allant de 100 à 200 ! La chute soudaine des actions internet démontre d'ailleurs que, si la bourgeoisie peut tricher avec la loi de la valeur pour un temps, elle ne peut le faire pour toujours. La plupart des entreprises plongent et vont continuer à plonger, démontrant la nature fictive de la "nouvelle économie" tant célébrée par la propagande bourgeoise.

La bourgeoisie peut donc se contorsionner tant qu'elle peut, inventer des slogans comme "*Devenez riches tout de suite !*" pour nous faire croire que tout va bien et pour brouiller la conscience ouvrière, la situation de son économie se dégrade inexorablement. Et c'est le prolétariat, dans tous les pays, qui en paie le prix fort, à travers toutes ses conditions de vie et de travail.

(D'après *Internationalism,* organe du CCI aux Etats-Unis n° 113, été 2000).

Quelles que soient leurs faiblesses actuelles, les organisations communistes sont des armes indispensables du prolétariat

Il y a un an et demi, la bourgeoisie occidentale déchaînait sa barbarie guerrière en Serbie et au Kosovo sous la bannière de l'OTAN. Contre les sirènes va-t-en guerre de TOUTE la bourgeoisie, dont les gauchistes poussant à choisir un camp ou un autre, ce fut une tâche primordiale des groupes révolutionnaires d'intervenir dans leur classe, le prolétariat, afin de dénoncer ce nouveau massacre de populations perpétré au nom de la "démocratie" et de "l'humanitaire" et d'en expliquer les vraies raisons. Le CCI, tout en développant son intervention en ce sens (ainsi que les autres organisations de la Gauche communiste l'ont fait), a alors lancé un appel à ces dernières dans le but d'élaborer une prise de position commune face à un événement d'une telle gravité (1).

Faute d'une conscience suffisamment développée dans le milieu politique prolétarien face à la nécessité de parler d'une seule voix, une telle prise de position commune n'a pas vu le jour (1). C'est en rapport avec cet échec qu'un lecteur nous écrit pour nous donner ses impressions. Nous publions son courrier ainsi que notre réponse.

Lettre de J., mai 2000.

(...) Je profite cependant de l'occasion pour vous dire à quel point j'ai été désarçonné par les suites de votre "appel sur la guerre du Kosovo". Des écailles me sont tombées des yeux. Comment serait-il possible de prendre au sérieux l'idée d'un "milieu politique", front d'organisations classistes ? La preuve a été donnée dans le vif de l'événement de la médiocrité crasse de tout un milieu humain, de son inutilité politique et de son épuisement historique. Que le prolétariat -en France et dans les pays "centraux"- retrouve le chemin d'affrontements antibourgeois et d'affirmation révolutionnaire, c'est évident. Mais le travail souterrain qui y conduit ne doit rien aux bonzes marxistes. Le retour des luttes ouvrières sur un terrain classiste se fera certainement en-dehors des organisations communistes, et même contre elles.

Par ailleurs :

1/ un travail de réappropriation du patrimoine des Gauches communistes italienne, allemande, etc. peut s'effectuer en dehors de toute organisation ;

2/ en dehors du CCI aucune organisation ne s'est étendue en-dehors d'une étroite zone géographique, preuve supplémentaire de limites politiques mortelles (à signaler que le BIPR/BC/CWO ne répond même pas aux courriers adressés en français...).

Conclusion : le regroupement des révolutionnaires (regroupement international) et le débat avec le milieu sont à séparer soigneusement et votre organisation devrait en tirer les conclusions.

Peut-être se donner d'autres moyens d'intervention, élaborer une autre "stratégie de communication", moins polémiquer (avec qui donc ?) et plus séduire.

Notre réponse

Nous pouvons comprendre la réaction immédiate de notre lecteur, *"désarçonné"*, qui s'indigne fortement de ce refus des organisations de la Gauche communiste de répondre positivement à l'appel du CCI pour faire un front commun face au déchaînement de la guerre impérialiste en Serbie et au Kosovo au printemps 1999. Cette incapacité actuelle du camp révolutionnaire à être à la hauteur des responsabilités qu'un tel événement exigeait a exprimé une fois de plus le sectarisme qui perdure dans le milieu politique prolétarien, sectarisme que le CCI n'a cessé de combattre depuis les tous débuts de son existence.

Cependant, nous ne pouvons que REJETER FERMEMENT la vision du milieu révolutionnaire et des organisations qui le composent contenue dans le courrier de notre lecteur le conduisant à la conclusion qu'il faut jeter toutes les organisations politiques aux orties. C'est ce qu'il entend clairement lorsqu'à propos du milieu politique il parle de *"son inutilité politique"* et *de "son épuisement historique"*. Plus significatif, sa logique le conduit à défendre le point de vue extrême selon lequel les organisations communistes, constituées de *"bonzes marxistes"*, seraient même des obstacles aux luttes ouvrières et à leur *"retour sur un terrain classiste"*.

Une évidence saute ici aux yeux : bien qu'elle ne soit pas nommément affirmée, on peut voir s'exprimer l'influence de la conception anarchiste de la lutte de classe et des organisations du milieu politique. Celle-ci ne rate jamais une occasion de stigmatiser les organisations communistes révolutionnaires, c'est-à-dire marxistes, en mettant en avant comme argument qu'elles sont plus préoccupées de leurs intérêts organisationnels propres que des intérêts généraux du prolétariat mondial.

Nous devons réaffirmer ici au contraire la nécessité de défendre toutes les organisations issues de la Gauche communiste. Seules ces organisations, encore aujourd'hui, agissent au sein de la classe ouvrière et défendent les positions révolutionnaires, comme elles ont été capables de le faire pendant la guerre du Kosovo. Cela même, contrairement à ce que notre lecteur laisse entendre, démontre que le milieu politique représenté par le courant de la Gauche communiste est à *"prendre au sérieux"*. Où donc sinon les ouvriers auraient-ils entendu la position des révolutionnaires, la même que les ouvriers ont entendue en 1914 et en 1939 face au déclenchement des deux guerres mondiales, c'est-à-dire celle de la voix internationaliste prolétarienne ? Cette position sur la guerre impérialiste est une ligne de démarcation entre le camp prolétarien et le camp bourgeois, entre les organisations révolutionnaires et les gauchistes. Elle constitue une position de classe qui réunit, qu'on le veuille ou non, les groupes de la Gauche communiste dans un même camp. Ces organisations ont en effet une histoire commune dans laquelle elles ont continué le combat révolutionnaire en pleine contre-révolution et dégénérescence de l'Internationale communiste et élaboré une réflexion théorique et politique qui est notre *"patrimoine"*. Depuis que le mouvement ouvrier existe, son histoire est parcourue par ses luttes mais aussi par l'existence d'organisations révolutionnaires qui sont une émanation de la classe ouvrière et ont synthétisé son expérience. Tous les courants ouvriers qui ont sous-estimé, comme notre lecteur le fait, le rôle et les tâches des groupes révolutionnaires ont disparu (comme le courant conseilliste issu de la Gauche germano-hollandaise) ou sombré dans le camp de la bourgeoisie, comme le courant anarchiste ou anarcho-syndicaliste.

Pour reprendre les termes de notre lecteur qui la rejette, cette *"idée d'un milieu politique, front d'organisations classistes"* prolétariennes est donc toujours d'actualité et *"le regroupement des révolutionnaires"* ne pourra se faire qu'à partir de ce milieu déjà existant. Le chemin qui mène à la reconstruction de ce regroupement international, c'est-à-dire celle du parti mondial, passe par la décantation et la clarification, au sein du courant de la Gauche communiste qui a du mal, du fait de ses faiblesses politiques et de son sectarisme, à se reconnaître un passé commun mais aussi forcément un futur commun. Aujourd'hui, la rupture organique avec le mouvement révolutionnaire du passé, le poids de plus d'un demi-siècle de contre-révolution (du milieu des années vingt à la reprise de 1968), le faible niveau de la lutte de classe, surtout depuis dix ans, sont des handicaps qui bloquent cette décantation. Cependant, le fait qu'il existe différentes organisations avec des positions divergentes entre les unes et les autres n'est pas EN SOI une faiblesse mais illustre et souligne la nécessité impérieuse de la discussion au sein du milieu révolutionnaire. C'est pourquoi la question du regroupement ne peut être séparée du travail patient de polémiques et de débats au sein du camp révolutionnaire. L'une et l'autre sont indissociablement liées. Il n'y a pas d'autre méthode, d'autre stratégie ni de raccourci à trouver. C'est un chemin difficile qui n'a rien à voir avec la stratégie de "séduction" que notre lecteur préconise. Il ne s'agit pas d'une perte de temps parce que c'est dans la polémique que se développent les positions révolutionnaires avec la meilleure clarté possible. C'est ainsi que la théorie révolutionnaire s'enrichit et que les réelles divergences se précisent.

Aussi, lorsque nous critiquons et pointons les faiblesses du milieu politique prolétarien et de ses organisations, ce n'est pas pour nous en démarquer ou nous placer au dessus de lui, mais tout au contraire pour le pousser à dépasser ses faiblesses et à se considérer comme un tout défendant le même camp prolétarien, malgré les divergences. C'est pourquoi le CCI a critiqué fermement, sans concession, mais fraternellement les autres groupes de la Gauche communiste suite à son appel dans leur direction.

Et, tandis qu'il affirme à juste titre la nécessité de se réapproprier *"le patrimoine des Gauches communistes italienne, allemande, etc."*, notre lecteur affirme tout autant que les organisations, elles-mêmes issues de ces Gauches, ne sont nullement nécessaires à cette réappropriation. En clair, il nous dit qu'il peut appartenir à des individus ou des groupes informels d'individus d'effectuer cette tâche. On peut toujours chercher à se réapproprier seul ou à plusieurs individus les leçons des Gauches communistes de l'entre-deux guerres. Mais cette réappropriation individuelle n'est qu'une tentative vaine et stérile si elle ne se concrétise pas en une arme de combat pour le prolétariat afin qu'il renforce et développe sa conscience de classe. Contre la vision individualiste propre à l'idéologie de la petite-bourgeoisie, le marxisme a toujours affirmé (depuis le *Manifeste communiste* de 1848) que le prolétariat ne fait pas surgir des individus mais des organisations révolutionnaires. Nous laissons cette "réappropriation individuelle" des acquis de la Gauche communiste aux universitaires et autres chercheurs en marxologie dont la démarche académiste consiste à préférer user leur fond de culotte sur les bancs des bibliothèques plutôt que de s'inscrire dans le combat collectif au sein des organisations révolutionnaires. On a souvent d'ailleurs constaté que, au nom de l'approfondissement et de la réappropriation individuelle, ces chercheurs en marxologie étaient amenés à dénigrer les organisations révolutionnaires pour leur "manque d'approfondissement politique". Cette tâche de réappropriation ne prend un sens et un contenu véritables qu'à travers et dans les organisations politiques. En effet, ces dernières sont en elles-mêmes des armes fondamentales du prolétariat, seules à même de lui transmettre cet héritage politique des générations du passé et, aussi minoritaires soient-elles, d'influencer le mouvement de la classe ouvrière et ses luttes en leur donnant un sens et une perspective historique. Sans cela, pas de parti mondial du prolétariat ni de révolution mondiale.

KV

(1) Voir en particulier dans la *Revue Internationale* n°98 l'article "L'offensive guerrière de la bourgeoisie exige une réponse unie des révolutionnaires" et dans *Révolution Internationale* n°294, "Réponse au PCI".

Lisez les brochures du CCI

VIE DE L'ORGANISATION

PUBLICATIONS DU CCI

LE CCI SUR INTERNET
www.internationalism.org

Ecrire les adresses comme suit, sans nom de la publication :

ACCION PROLETARIA
Apartado de Correos 258
Valencia 46080 - ESPAGNE

INTERNATIONALISME
BP 1134, 1000 Bruxelles 1 - BELGIQUE

INTERNATIONALISM
P.O. Box 288 New York
N.Y. 10018-0288 - Etats Unis

INTERNACIONALISMO
Apartado 20674 Caracas 1020-A - VENEZUELA

INTERNATIONELL REVOLUTION
IR, Box 21106,
10031 Stockholm - SUEDE

RIVOLUZIONE INTERNAZIONALE
CP 469, 80100 Napoli - ITALIE

WERELD REVOLUTIE
P.O. Box 339
2800 AH Gouda - PAYS BAS

WORLD REVOLUTION
BM Box 869,
London WCI N 3XX - GRANDE-BRETAGNE

WELTREVOLUTION
Postfach 410308 50863 Köln ALLEMAGNE

WELTREVOLUTION
Postfach 2216
CH-8026 Zürich SUISSE

REVOLUCION MUNDIAL
Apdo. Post. 15-024, C.P. 02600
Distrito Federal, Mexico MEXIQUE.

COMMUNIST INTERNATIONALIST
(publication en langue Hindi)
POB 25, NIT, Faridabad 121 00.
HARYANA INDIA.

BROCHURES

Plate-forme et Manifeste du C.C.I.
(15 F +frais d'envoi : France 8F /Etranger 18F).

La décadence du capitalisme
(15 F + 8F/18F)

Les syndicats contre la classe ouvrière (15F+8F/18F)

Nation ou classe (15F+8F/18F)

Le trotskysme contre la classe ouvrière (30F+8F/18F)

Organisation communiste et conscience de classe
(25 F + 8 F/18F)

L'Etat dans la période de transition (20F+8F/18F)

Guerre du Golfe (15F+8F/18F)

La Gauche communiste d'Italie
(80 F + 21F/33F)

La Gauche hollandaise
(120 F + 21 F/33F)

L'effondrement du stalinisme
(20 F + 8 F/18F)

La Révolution russe (15F+8F/18F)

Luttes dans la fonction publique de décembre 95
Une victoire pour les syndicats, une défaite pour la classe ouvrière (20 F + 8 F/18F)

Fascisme et démocratie, deux expressions de la dictature du capital (30 F + 8 F/18F)

Comment le PCF est passé au service du capital (20 F + 8 F/18F)

La terreur stalinienne : un crime du capitalisme, pas du communisme (20 F + 8 F/18F)

RÉUNIONS PUBLIQUES

L'a "nouvelle économie", une nouvelle justification du capitalisme

LYON : le samedi 18 novembre à 15h
C.C.O. 39, rue G. Courteline, Villeurbanne (bus 27, 37, 38, arrêt Antonins).

MARSEILLE : le samedi 4 novembre de 15h à 18h.
Rendez-vous à partir de 14h45 à la sortie du M° Chartreux.

NANTES : le samedi 21 octobre à 15 h
Salle de la Fraternité, 3 rue de l'Amiral-Duchaffault (quartier Mellinet).

PARIS : le samedi 18 novembre à 16 h
27, avenue de Choisy, M° Porte-de-Choisy.

TOULOUSE : le vendredi 3 novembre à 20 h30.
Rendez-vous sur la place de l'église de la Fourguette, route de Seysses, Toulouse.

TOURS : le samedi 18 novembre à 15 h
9, place de la Tranchée (en haut de l'av. de la Tranchée).

APPEL AUX LECTEURS

C'est encore avec de faibles forces que les révolutionnaires doivent faire face à des tâches gigantesques. C'est pourquoi nous faisons appel à tous nos lecteurs, tous nos sympathisants qui désirent collaborer à la diffusion de nos publications, comme certains nous l'ont déjà proposé. Les informations dont ils peuvent disposer sur ce qui se passe autour d'eux, les comptes rendus des discussions qu'ils peuvent avoir dans les rangs ouvriers nous seraient également utiles, vu les difficultés auxquelles se heurte le prolétariat aujourd'hui. Enfin, nous avons besoin que notre presse soit déposée dans les librairies ou dans les kiosques, et il est souhaitable que toutes les énergies se mobilisent pour effectuer un suivi régulier de la diffusion.

Nous profitons également de l'occasion pour renouveler nos appels à ce que des critiques ou commentaires nous parviennent.

ABONNEMENTS

ABONNEMENT SIMPLE
(11 numéros du journal) : FRANCE : 100 F (15,3 E)- ETRANGER : 100 F (15,3 E)- PAR AVION : 120 F (18,3 E).

ABONNEMENT SIMPLE
(4 numéros de la *Revue internationale*) : FRANCE : 100 F (15,3 E) - ETRANGER : 110 F (16,8 E)-
PAR AVION : 120 F (18,3 E).

ABONNEMENT COUPLÉ
(journal + revue) : FRANCE :200 F (30,5 E) - ETRANGER : 210 F (32,6 E) - PAR AVION : 220 F (33,6 E).

ABONNEMENT DIFFUSEUR
Aux lecteurs qui souhaitent diffuser notre presse autour d'eux, nous proposons les modalités suivantes :
-RI : abonnement à 3 : 240 F (36,6 E), à 5 : 400 F (61,1 E).
-Revue internationale : abonnement à 2 : 170 F (26 E), à 3 : 250 F (38,2 E).
Ecrivez-nous pour mettre au point d'autres possibilités.

Versement par chèque bancaire ou postal à l'ordre de RI - CCP523544Y-Rouen, à adresser à la boîte postale de RI :

R I - Mail Boxes 153
108, rue Damremont 75018 Paris

SOUSCRIVEZ POUR SOUTENIR LA PRESSE DU CCI !

L'aide pour la défense de nos idées passe aussi par des souscriptions. Nous avons ouvert une souscription permanente pour le soutien de notre journal et de notre intervention.

Contrairement aux organisations bourgeoises qui bénéficient de subventions de la classe dominante et de son Etat pour assurer la défense des intérêts du capital, l'organisation révolutionnaire ne vit que grâce aux cotisations de ses militants.

Lecteurs, votre souscription est un acte politique conscient de solidarité et de soutien à la défense des idées révolutionnaires. Elle participe pleinement de la défense des intérêts de la classe dont dépend l'avenir de l'humanité.

Souscrire à la presse du CCI, ce n'est pas lui faire l'aumône. C'est s'engager à ses côtés dans le combat contre les mensonges et mystifications de la bourgeoisie, contre ses moyens de propagande et d'intoxication idéologiques.

Vos contributions sont donc les bienvenues au compte de RI (C.C.P. 523544Y - Rouen) ou peuvent être versées lors de nos interventions.

QUELQUES LIBRAIRIES OÙ L'ON PEUT TROUVER LA PRESSE DU CCI

ANGERS : Contact - rue Lepneveu

BESANCON : Les sandales d'Empédocle - 95, Grande Rue.

BORDEAUX : Le Roi Lire - rue Ste-Catherine.

BREST : Maison de la Presse - 64, rue Jean-Jaurès.

CLERMONT-FD : Le Papyvore - 3, rue de l'Ente. Maison de la Presse - place de Jaude.

DIEPPE : Maison de la Presse - 102, Grande-Rue.

DUNKERQUE : Maison de la Presse - 34, rue Poincaré.

GRENOBLE : Le Sphynx - 6,pl. St André. L'Encre sympathique - 6, rue Saint-Laurent. Tabac-Journaux, passage du Jardin de Ville.

LAVAL : Point presse Centre Cial La Mayenne.

LE HAVRE : Presse des Halles - 27, place des Halles-Centrales.

LILLE : Galerie- 57, rue de Béthune. Le Comte de Monte-Cristo - C.commercial V2 Villeneuve-d'Ascq.

LYON : La Gryphe - 5, rue Sébastien-Gryphe (7e). La Proue -15, rue Childebert (2e).

MARSEILLE : Odeur du Temps - 35, rue Pavillon (1e).

MARTIGUES : Librairie Bellevue - 5, Bd Degut.

MELUN : La Porte Ouverte -19, rue du Gal-de-Gaulle.

MONTAUBAN : Maison de la Presse - rue de la République.

MONTPELLIER : Librairie Sauramps-Le Triangle - Allée J-Milhaud.

NANTES : Vent d'Ouest - 5, pl. du Bon-Pasteur. Maison de la Presse, Cours des 50 otages, 2 pl. de l'Ecluse.

NICE : Le Temps de Vivre - 50, bd de la Madeleine.

PARIS : L'Herbe Rouge - 1 bis, rue d'Alésia (14e). La Brèche - 8, rue de Romainville (19e, M°Telegraphe). Le Point du jour - 58, rue Gay-Lussac (5e).

SAINT-ETIENNE : Librairie de Paris - rue Michel-Rondet.

SAINT-NAZAIRE : Le Temps de Vivre - 71, rue Jean-Jaurès. Voix au Chapitre - 67, rue Jean-Jaurès.

TOULON : Hall de Presse - bd Mal-Leclerc.

TOULOUSE : "Tabac-Journaux - 8, rue du Poids-de-l'huile. FNAC-81, bd Carnot. Les Arcades - pl. du Capitole.

TOURS : Librairie - 104, rue Colbert.

DISTRIBUÉ PAR LES N.M.P.P.

Imprimerie "Autographe" - 10 bis, rue Bisson 75020. Directeur de la publication : D. Van Celst. No de Commission paritaire : 54267

PERMANENCES, VENTES DE LA PRESSE

GRENOBLE
Permanence le samedi 14 octobre de 15 h à 17 h, Le Tonneau de Diogène, 6, place St-André, salle au fond du bar.
Vente de la presse le samedi 14 octobre de 11h à 12h à l'angle des rues de Bonne et Blanchard.

LILLE
Permanence le samedi 21 octobre à 14 h 30 à la MNE, 23, rue Gosselet.
Vente de la presse le dimanche 8 octobre de 11h à 12h au marché de Wazemmes, rue des Sarrazins à l'angle de la rue Jules Guesde ou de la rue du Marché.

LYON
Permanence le samedi 21 octobre de 15h à 18h au C.C.O., 39, rue G. Courteline, Villeurbanne (bus 27, 37, 38, arrêt Antonins).
Vente de la presse au métro Saxe-Gambetta, le 3e vendredi du mois de 17 h à 18 h.

MARSEILLE
Permanence le samedi 4 novembre de 18h30 à 21h (à la suite de la réunion publique ou rendez-vous à partir de 18h15 à la sortie du métro Chartreux).
Vente de la presse les samedis 14 octobre et 4 novembre de 11h30 à 12h30 , allée centrale du marché de la Plaine, face à la rue Rey et à la rue St Michel (13006).

NANTES
Permanence le samedi 21 octobre à 18h à la salle de la Fraternité, 3 rue de l'Amiral-Duchaffault (quartier Mellinet).

PARIS
Permanence les samedis 7 octobre, 21 octobre et 4 novembre, de 18h à 20h, au 27, avenue de Choisy, M° Porte-de-Choisy.

ROUEN
Vente de la presse le dimanche 8 octobre de 11 h à 12 h, au marché le Clos St Marc (La Brocante).

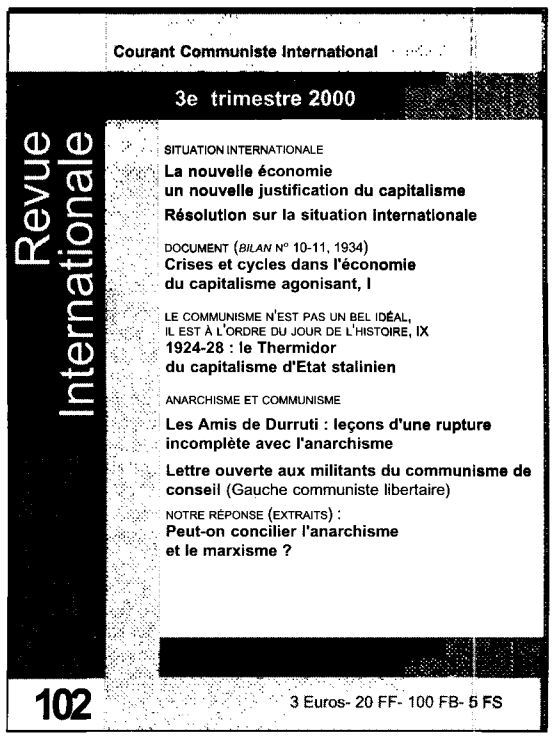
TOULOUSE
Permanence le vendredi 13 octobre à partir de 18 h 30. Rendez-vous brasserie « Saint-Exupéry », avenue Saint-Exupéry (près du pont des Demoiselles).
Vente de la presse les dimanches 8, 15, 22 et 29 octobre, de 11h à 12h30, au marché aux Puces (place St-Sernin), et le dimanche 15 octobre de 11h à 12h30 au marché aux légumes (Jeanne-d'Arc.)

TOURS
Permanence le samedi 14 octobre à 17h, 9 place de la Tranchée (en haut de l'avenue de la Tranchée).

Dernières souscriptions

D (Rouen) :300.
Paris : Permanence du 8 juillet : Lio:60, FV:50. Permanence du 22 juillet : D:50. Permanence du 19 août : 62. Permanence du 2 septembre : H: 50, Al: 70, K: 30; CL: 100, NB:270. Réunion publique du 16 septembre : MM: 50, X: 50, Lio: 50, El: 300, Cl: 100, NB: 500.
Total : 2092

Lisez la Revue Internationale



La Revue Internationale est maintenant distribuée par les NMPP, n'hésitez pas à la réclamer dans les commerces de presse.

COURSE AUX ARMEMENTS

La fuite en avant du capitalisme dans le militarisme

Le naufrage d'un sous-marin nucléaire russe en mer de Barents est très probablement la manifestation de l'incurie de l'Etat russe en matière de maintenance et de sécurité de son arsenal nucléaire. Mais il a surtout été un révélateur de la volonté de la Russie, quel que soit le niveau de la crise économique et les restrictions budgétaires qu'elle impose, de tenter de restaurer, à n'importe quel prix, un peu de sa puissance militaire passée. Le Koursk, qui transportait à son bord une nouvelle génération d'armements, participait, avec une vingtaine d'autres navires et sous-marins, à un exercice naval de grande ampleur, le plus imposant depuis cinq ans. Les médias occidentaux n'ont pas manqué de fustiger "l'irresponsabilité" d'un Poutine et de son projet de rétablissement de la présence de la flotille nucléaire russe dans les mers et océans du monde. Pourtant, la Russie n'est pas la seule à jouer les "Docteur Folamour". Aux Etats-Unis, le fameux programme de bouclier nucléaire NMD ("National missile defense") aux coûts démentiels et à la technologie hasardeuse, relève, à son niveau, de la même fuite en avant.

Des armes toujours plus nombreuses et sophistiquées

Après les échecs successifs des essais de tirs anti-missiles du fameux bouclier et face à l'opposition des rivaux militaires des Etats-Unis (et plus probablement encore par calcul électoral), Clinton vient récemment de décider de suspendre le programme NMD jusqu'à nouvel ordre. Il est vrai que le projet en question avait provoqué de vives protestations, non seulement de la part de la Russie ou de la Chine,mais aussi d'un certain nombre de puissances européennes dont la France, qui, par la bouche de Chirac, avait déclaré au récent sommet du G8 qu'elle "*n'approuvait pas ce projet coûteux et techniquement improbable qui est de nature à relancer la course aux armements*". Et pour cause, la mise en place d'un tel programme ne peut renforcer encore la domination militaire des Etats-Unis sur le monde. Mais qu'on ne s'y trompe pas, NMD ou pas, la relance de la course aux armements est bel et bien engagée et depuis longtemps.

Tous les mensonges répandus il y a dix ans, selon lesquels la fin de la "guerre froide" allait ouvrir la voie à un désarmement général de la planète, ont volé en éclat. On sait ce qu'il en fut de la nouvelle ère de paix promise en termes de déchaînement des guerres. Quant à la brève pause dans la croissance des dépenses militaires qu'a connu le monde dans les années qui ont suivi immédiatement la chute du mur de Berlin, elle n'aura duré que quelques années.

Les dépenses militaires américaines qui avaient atteint leur plus haut sommet en 1985, à l'époque du fameux projet de "Guerre des Etoiles" de Ronald Reagan avec 352 milliards de dollars pour redescendre lentement, à partir de 1990, jusqu'au niveau de 255 milliards en 1997 sont reparties à la hausse. De 274 milliards en 2000, elles devraient augmenter encore de 112 milliards dans les six ans à venir. Elles n'avaient pas connu une telle accélération depuis le début des années 80, en réponse à l'invasion russe en Afghanistan. D'ores et déjà, l'effort de guerre planifié par l'administration américaine est très largement au dessus de ce qu'il a été dans les moments les plus "chauds" de la guerre froide : 258 milliards au moment de la guerre de Corée, 281 lors de la guerre du Vietnam.

Et tout cela n'est pas l'apanage de la seule super-puissance américaine, certes déterminée à afficher sa supériorité écrasante sur le reste du monde. La courbe des dépenses d'armements connait la même évolution parmi les autres puissances. Notamment depuis le déchaînement de la guerre du Kosovo, on assiste à une course aux armements tous azimuts qui implique aussi bien les grands Etats que les petites puissances régionales, chacun d'eux justifiant sa propre fuite en avant par les initiatives des autres.

En Asie, les deux Corées, la Chine et Taïwan, l'Inde et le Pakistan se défient mutuellement en rivalisant de programmes de modernisation militaire, impliquant plus ou moins ouvertement le développement de nouveaux programmes nucléaires. Au Moyen-Orient, des pays comme Israël, le Koweït ou l'Arabie Saoudite se sont également lancés dans la course et s'apprêtent notamment à acquérir des réseaux anti-missiles fournis par les Etats-Unis. Au Japon comme en Europe, les budgets militaires sont à nouveau en hausse et la mise en place de la "force de déploiement rapide" de l'Union européenne va encore apporter une pierre supplémentaire à cette fuite en avant.

Le mensonge de la "dissuasion"

Tout au long de la guerre froide, la terrible course à l'armement nucléaire des grandes puissances dotées officiellement de l'arme atomique (les cinq membres permanents du conseil de sécurité de l'ONU : USA, URSS, Chine, France et Grande-Bretagne) était justifiée par son prétendu "pouvoir de dissuasion". Parce que cet effroyable arsenal, capable de détruire cent fois la planète, promettait, si on s'en servait, une "destruction mutuelle assurée" (MAD = mutually assured destruction), il était censé garantir la planète contre ... l'utilisation de l'arme atomique. On nous a fait croire pendant des décennies que l'on devait à cette logique "folle" (1) (justifiant le développement de l'arme nucléaire au nom du danger qu'elle représentait), le non-déclenchement d'une troisième guerre mondiale. Nous ne développerons pas dans le cadre de cet article les véritables raisons pour lesquelles une telle issue n'a pas eu lieu, mais il est certain que, si elle s'était déclenchée, rien n'aurait pu arrêter l'engrenage de l'utilisation de moyens militaires de plus en plus destructeurs, comme ce fut le cas lors des deux guerres mondiales.

Durant la guerre froide, les deux grands blocs militaires qui s'étaient partagés le monde à la conférence de Yalta en 1945 se sont ainsi préparés activement à cet affrontement apocalyptique, tout en se disputant, dans des guerres locales, les zones d'influences stratégiques, de l'Asie du Sud-Est au Moyen-Orient en passant par l'Afrique. Aujourd'hui, la disparition des blocs a laissé la place au règne du chacun pour soi, où les conflits d'intérêts impérialistes entre toutes les puissances, grandes ou petites, se déchaînent désormais quasiment sans entraves, dans la mesure où elles ne sont plus contenues par la menace de "l'ennemi commun". Voilà pourquoi aussi la politique d'armement a changé de forme, sinon d'ampleur : il s'agit moins de fourbir ses armes en préparation d'un holocauste planétaire que de développer un arsenal qui puisse être rapidement opérationnel partout dans le monde. C'est ce que nous ont déjà montré, avec tout leur cortège d'horreur, les nouvelles technologies militaires utilisées dans la guerre du Golfe et dans la guerre du Kosovo, dont les fameuses armes à base d'uranium appauvri (2).

Aujourd'hui, l'administration américaine justifie l'augmentation des dépenses d'armement en général et le bouclier nucléaire en particulier par la menace que représenterait pour la sécurité nationale les "rogue states" (les Etats "voyous" ou parias), terme censé désigner, selon les circonstances, des pays comme la Corée du Nord, l'Iran, l'Irak ou la Lybie. On a du mal à imaginer comment les moyens militaires de ces "rogue states", en comparaison à l'écrasante puissante militaire de Washington, pourrait en quoi que ce soit menacer le territoire américain. En vérité, le programme NMD n'est qu'une partie d'une stratégie de développement d'une nouvelle génération de missiles balistiques extrêmement précis et puissants, selon une "*doctrine qui consiste à utiliser l'arme nucléaire contre les capacités nucléaires de l'adversaire tout en s'en protégeant par le bouclier anti- missile*" (3). En ce sens, le fameux bouclier nucléaire américain révèle avant tout la détermination de l'Etat américain à se servir de sa puissance militaire, c'est-à-dire qu'il se prépare activement à porter ses moyens militaires sur tous les théâtres d'opération de par le monde à une échelle encore plus systématique qu'il ne l'a déjà fait avec la guerre du Golfe et la guerre du Kosovo.

Et les rivaux militaires des Etats-Unis sont engagés dans la même logique. En octobre 1999, Jospin reprenait à son compte exactement la même justification que le Pentagone : "*Le premier ministre français, prenant désormais en considération les armes balistiques et la destruction massive dont se dotent certaines puissances, s'est dit d'ailleurs prêt à envisager la modernisation et la modification de l'arsenal nucléaire de la France, dans le but de contrer la matérialisation d'une menace contre ses intérêts vitaux, quelle qu'en soit l'origine -même lointaine-, la nature ou la forme*" (cité par le *Monde Diplomatique,* novembre 99). D'ailleurs, la France vient de s'associer avec l'Italie pour l'étude de systèmes anti-missiles.

Il ne faut pas se faire d'illusion, le prétexte des "rogue states" cache mal que cette course de vitesse se joue d'abord et avant tout ENTRE les grandes puissances "civilisées" et notamment entre les Etats-Unis et les principales autres puissances impérialistes, les seules qui puissent mettre en cause l'hégémonie américaine et prétendre un jour former un bloc militaire capable de rivaliser avec le Pentagone.

La fuite en avant dans le militarisme est profondément inscrite dans la logique du capitalisme décadent. La fin de la partition du monde issue de Yalta n'y change rien. Au contraire. Et la menace pour l'existence même de l'humanité que représente le maintien de ce système de mort est plus que jamais présente.

PE (15 septembre)

(1) "mad" = "fou" en anglais.

(2) Le fameux "syndrome de la guerre du Golfe" chez les soldats occidentaux impliqués dans l'opération Tempête du désert a contraint la bourgeoisie a reconnaître les dangers de ce matériau, sans parler de ses effets encore plus massifs -et encore moins rendus publics- parmi les populations du Koweït et d'Irak. Cela n'a pas empêché les grands Etats civilisés à recourir à nouveau à ce type d'arme dans la guerre du Kosovo. Quand on sait que l'uranium appauvri, qui est un déchet de l'industrie nucléaire civile, est utilisé par les militaires en tant que matière première à moindre coût, en prétendant ainsi "*résoudre*" (sic) le problème du retraitement des déchets atomiques, il y a de quoi avoir froid dans le dos ! (*Le Monde Diplomatique,* juin 1999). Cela montre aussi l'hypocrisie de la bourgeoisie occidentale fustigeant la calamiteuse gestion par l'Etat russe des ses déchets nucléaires civils et militaires !

(3) Voir *Le Monde* du 4/7/2000

NOS POSITIONS

* Depuis la Première Guerre mondiale, le capitalisme est un système social en décadence. Il a plongé à deux reprises l'humanité dans un cycle barbare de crise, guerre mondiale, reconstruction, nouvelle crise. Avec les années 80, il est entré dans la phase ultime de cette décadence, celle de sa décomposition. Il n'y a qu'une seule alternative devant ce déclin historique irréversible : socialisme ou barbarie, révolution communiste mondiale ou destruction de l'humanité.

* La Commune de Paris de 1871 fut la première tentative du prolétariat pour mener à bien cette révolution, à une époque où les conditions n'étaient pas encore mûres. Avec la situation donnée par l'entrée du capitalisme dans sa période de décadence, la révolution d'Octobre 1917 en Russie fut le premier pas d'une authentique révolution communiste mondiale dans une vague révolutionnaire internationale qui mit fin à la guerre impérialiste et se prolongea plusieurs années. L'échec de cette vague révolutionnaire, en particulier en Allemagne en 1919-23, condamna la révolution en Russie à l'isolement et à une rapide dégénérescence. Le stalinisme ne fut pas le produit de la révolution russe, mais son fossoyeur.

* Les régimes étatisés qui, sous le nom de *« socialistes »* ou *« communistes »*, ont vu le jour en URSS, dans les pays de l'est de l'Europe, en Chine, à Cuba, etc., n'ont été que des formes particulièrement brutales d'une tendance universelle au capitalisme d'Etat, propre à la période de décadence.

* Depuis le début du XX[e] siècle, toutes les guerres sont des guerres impérialistes, dans la lutte à mort entre Etats, petits ou grands, pour conquérir ou garder une place dans l'arène internationale. Ces guerres n'apportent à l'humanité que la mort et la destruction à une échelle toujours plus vaste. La classe ouvrière ne peut y répondre que par sa solidarité internationale et la lutte contre la bourgeoisie dans tous les pays.

* Toutes les idéologies nationalistes, d' *« indépendance nationale »*, de *« droit des peuples à disposer d'eux-mêmes »*, quel que soit leur prétexte, ethnique, historique, religieux, etc., sont un véritable poison pour les ouvriers. En visant à leur faire prendre parti pour une fraction ou une autre de la bourgeoisie, elles les mènent à se dresser les uns contre les autres et à s'entre-massacrer derrière les ambitions et les guerres de leurs exploiteurs.

* Dans le capitalisme décadent, le parlement et les élections sont une mascarade. Tout appel à participer au cirque parlementaire ne fait que renforcer le mensonge présentant ces élections comme un véritable choix pour les exploités. La *« démocratie »*, forme particulièrement hypocrite de la domination de la bourgeoisie, ne diffère pas, sur le fond, des autres formes de la dictature capitaliste que sont le stalinisme et le fascisme.

* Toutes les fractions de la bourgeoisie sont également réactionnaires. Tous les soi-disant partis *« ouvriers »*, *« socialistes »*, *« communiste »* (les ex-*« communistes »* aujourd'hui), les organisations *gauchistes* (trotskistes, maoïstes et ex-maoïstes, anarchistes officiels), constituent la gauche de l'appareil politique du capital. Toutes les tactiques de *« front populaire »*, *« front anti-fasciste »* ou *« front unique »*, mêlant les intérêts du prolétariat à ceux d'une fraction de la bourgeoisie, ne servent qu'à contenir et détourner la lutte du prolétariat.

* Avec la décadence du capitalisme, les syndicats se sont partout transformés en organes de l'ordre capitaliste au sein du prolétariat. Les formes d'organisation syndicales, *« officielles »* ou *« de base »*, ne servent qu'à encadrer la classe ouvrière et à saboter ses luttes.

* Pour son combat, la classe ouvrière doit unifier ses luttes, en prenant elle-même en charge leur extension et leur organisation, par les assemblées générales souveraines et les comités de délégués, élus et révocables à tout instant par ces assemblées.

* Le terrorisme n'est en rien un moyen de lutte de la classe ouvrière. Expression des couches sociales sans avenir historique et de la décomposition de la petite-bourgeoisie, quand il n'est pas directement l'émanation de la guerre que se livrent en permanence les Etats, il constitue toujours un terrain privilégié de manipulation de la bourgeoisie. Prônant l'action secrète de petites minorités, il se situe en complète opposition à la violence de classe qui relève de l'action de masse consciente et organisée du prolétariat.

* La classe ouvrière est la seule classe capable de mener à bien la révolution communiste. La lutte révolutionnaire conduit nécessairement la classe ouvrière à une confrontation avec l'Etat capitaliste. Pour détruire le capitalisme, la classe ouvrière devra renverser tous les Etats et établir la dictature du prolétariat à l'échelle mondiale : le pouvoir international des conseils ouvriers, regroupant l'ensemble du prolétariat.

* La transformation communiste de la société par les conseils ouvriers ne signifie ni *« autogestion »*, ni *« nationalisation »* de l'économie. Le communisme nécessite l'abolition consciente par la classe ouvrière des rapports sociaux capitalistes : le travail salarié, la production de marchandises, les frontières nationales. Il exige la création d'une communauté mondiale dont toute l'activité est orientée vers la pleine satisfaction des besoins humains.

* L'organisation politique révolutionnaire constitue l'avant-garde du prolétariat, facteur actif du processus de généralisation de la conscience de classe au sein du prolétariat. Son rôle n'est ni d'*« organiser la classe ouvrière »*, ni de *« prendre le pouvoir »* en son nom, mais de participer activement à l'unification des luttes, à leur prise en charge par les ouvriers eux-mêmes, et de tracer l'orientation politique révolutionnaire du combat du prolétariat.

NOTRE ACTIVITE

- La clarification théorique et politique des buts et des moyens de la lutte du prolétariat, des conditions historiques et immédiates de celle-ci.
- L'intervention organisée, unie et centralisée au niveau international, pour contribuer au processus qui mène à l'action révolutionnaire de la classe ouvrière.
- Le regroupement des révolutionnaires en vue de la constitution d'un véritable parti communiste mondial, indispensable au prolétariat pour le renversement de la domination capitaliste et pour sa marche vers la société communiste.

NOTRE FILIATION

Les positions des organisations révolutionnaires et leur activité sont le produit des expériences passées de la classe ouvrière et des leçons qu'en ont tirées tout au long de l'histoire ses organisations politiques. Le CCI se réclame ainsi des apports successifs de la *Ligue des Communistes* de Marx et Engels (1847-52), des trois Internationales (l'*Association Internationale des Travailleurs*, 1864-72, l'*Internationale Socialiste*, 1884-1914, l'*Internationale Communiste*, 1919-28), des fractions de gauche qui se sont dégagées dans les années 1920-30 de la III[e] Internationale lors de sa dégénérescence, en particulier les *gauches allemande, hollandaise et italienne*.